

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition février 2018



Immigration massive 3

Il faut agir maintenant si nous ne voulons pas d'une Suisse à 11 millions d'habitants.



Syndicats corrompus? 5

La libre circulation n'a rien apporté de ce qui avait été promis.



Diktat de l'UE 7

Un accord-cadre nous ferait disparaître de l'échiquier international.



Limiter l'immigration

Près d'un million d'hommes et de femmes ont immigré et se sont établis en Suisse depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Une Suisse à 10 millions d'habitants sera bientôt une réalité – avec les conséquences dramatiques qu'on aperçoit pour notre société et notre pays. La cause: un accord totalement irréaliste conclu avec Bruxelles qui donne à plus de 500 millions de ressortissants de l'UE le droit d'immigrer en Suisse. Les citoyennes et citoyens suisses doivent corriger cette situation avant qu'il ne soit trop tard et que notre prospérité soit définitivement compromise.

Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007, l'immigration en Suisse échappe à tout contrôle. Cela fait longtemps qu'elle ne répond plus aux intérêts des Suisses et des étrangers vivant dans le pays.

Non à un droit à l'immigration

Avec son initiative populaire pour une immigration modérée, l'UDC entend limiter l'immigration à un niveau raisonnable. Le but est d'interdire à la Confédération d'accor-

der la libre circulation des personnes à d'autres Etats, donc de donner à des populations entières un droit d'immigrer librement en Suisse. Il faudra à cet effet renégocier l'accord conclu avec l'UE, voir le résilier s'il n'y a pas d'autre solution.

La prospérité est menacée

Si nous n'agissons pas dès à présent, nous ne reconnaitrons bientôt plus notre pays et la prospérité acquise par le travail de plusieurs généra-

tions appartiendra au passé. Les entreprises helvétiques doivent bien entendu toujours avoir la possibilité de recruter à l'étranger les professionnels dont elles ont réellement besoin et qu'elles ne trouvent pas en Suisse. Il faut cependant que la Suisse puisse à nouveau décider souverainement du statut et du nombre d'immigrants qu'elle accepte. C'est la moindre des choses pour un Etat indépendant et c'est aussi la principale raison qui incite les Britanniques à quitter l'UE.

La libre circulation doit cesser

Voilà la seule manière de garantir que la population suisse et que chaque habitant de notre pays y trouve son compte. L'immigration de masse que nous subissons actuellement a pour effet qu'un nombre croissant de personnes doivent se partager le même «gâteau». L'initiative de limitation donne un mandat clair et net au Conseil fédéral et adresse un message explicite à l'UE: incontrôlée et nuisible, la libre circulation des personnes doit cesser.

Editorial



Chères Suissesses Chers Suisses,

Il est grand temps que notre pays reprenne le contrôle de l'immigration sur son territoire et la limite à un niveau raisonnable. Or, l'accord conclu avec l'UE sur la libre circulation des personnes accorde à plus de 500 millions de citoyens de l'UE le droit d'immigrer et de s'établir en Suisse. Hormis la Suisse, aucun Etat indépendant du monde n'a signé un tel accord avec presque un continent entier. Après plus de dix années d'immigration de masse qui n'a apporté aucun gain de prospérité aux citoyens, nous avons atteint un point où le peuple doit prendre une décision définitive en répondant aux questions suivantes: pouvons-nous encore supporter et financer une immigration aussi énorme et ne devrions-nous pas adopter une politique d'immigration moderne et adaptée à nos besoins?

Des Etats performants comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis ou

Suite à la page 2

Edition spéciale du canton de Fribourg,
élection complémentaire au Conseil d'Etat

page 9 - 12

Editorial

Suite de la page 1

encore la Grande-Bretagne, lorsqu'elle aura quitté l'UE, contrôlent et limitent de manière autonome l'immigration sur leur territoire. Jamais il ne leur viendrait à l'idée de céder cette compétence à des Etats tiers.

Avec notre initiative sur la limitation, nous donnons au Conseil fédéral le mandat de renégocier la libre circulation des personnes avec l'UE et nous empêchons qu'un accord du même genre puisse être conclu à l'avenir. Pour conforter la position du Conseil fédéral dans les négociations avec l'UE, il faut qu'une décision du peuple le contraigne de résilier l'accord si aucune autre solution satisfaisante ne peut être trouvée. Grâce à votre signature, Chères Concitoyennes et Chers Conci-toyens, vous donnez au peuple suisse d'être du côté des nations modernes et souveraines qui veillent à une immigration contrôlée et modérée sur leur territoire. Voilà la seule manière d'empêcher que la population de notre pays franchisse bientôt le seuil des dix millions d'habitants et que nous soyons confrontés à des problèmes énormes, notamment à cause du financement des infrastructures, de la hausse des coûts du social et de la santé, ou encore en raison de la chute du niveau scolaire en raison d'une trop forte proportion d'étrangers dans les salles de classe.

Avec cette «Edition spéciale» l'UDC veut informer la population directement, ouvertement et honnêtement. Nous vous prions d'assumer vos responsabilités et de signer cette initiative afin d'assurer également à nos enfants un avenir prospère.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président de l'UDC Suisse

Le saviez-vous?

Parallèlement au fiasco de la construction européenne et celui de sa défense, on observe le retour d'un certain nationalisme en Europe et le réarmement massif des Etats-Unis, de la Chine, de la Turquie, etc. C'est ainsi que, dans ce contexte, la Suisse articule avec pragmatisme sa sécurité nationale. Elle met notamment en place le Développement de l'armée au début 2018, un service de renseignement revisité ainsi que l'acquisition de nouveaux avions de combat. Avec la récente augmentation du budget de notre défense, des pas indispensables sont en train de se concrétiser pour une sécurité nationale crédible.



Denis Rubattel,
député au Grand
conseil vaudois

Impressum

ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | tirage : 114'996 exemplaires
Edition et rédaction : UDC Suisse, Secrétariat général |
Case postale : 3001 Berne | Tél. 031 300 58 58 | Fax : 031
300 58 59 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et
graphiques : GOAL AG für Werbung und Public Relations, |
Crédits photos : iStockphoto, 123rf.com, KEYSTONE AG,
admin.ch, parlament.ch, UDC Suisse, | caricatures : Lupo |
Imprimerie : DZZ Druckzentrum Zürich AG.

Attention : ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il doit donc être déposé également dans les boîtes aux lettres munies d'un autocollant refusant la publicité. Merci de votre compréhension.

La démocratie n'est pas un cadeau du ciel!

La démocratie est un acquis que nous devons défendre tous ensemble et en permanence. A une époque où nous sommes exposés chaque heure, voire chaque minute, à des nouvelles alarmantes provenant du monde entier, il est particulièrement important que nous ne perdions pas de vue nos valeurs qui ont fait la force de la Suisse. Le droit des citoyennes et des citoyens de voter au niveau communal, cantonal et fédéral, le droit d'élire les parlements et les gouvernements n'est pas un cadeau du ciel. C'est précisément ce système de la démocratie directe qui est au cœur de l'histoire à succès de la Suisse et qu'il faut défendre chaque jour.

Sécurité et fiabilité

La sécurité des habitants est d'une importance capitale pour un petit pays indépendant comme la Suisse. En tant que membre du Conseil national, j'ai l'occasion de participer à un grand nombre de manifestations et de rencontres à divers endroits. La diversité des êtres humains et des régions de Suisse m'a fait comprendre une chose : notre pays fonctionne plutôt bien. Les générations qui ont précédé la mienne ont fait les bons choix et n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire avancer notre pays au caractère si unique. Il ne s'agit pas de fermer les yeux devant les dysfonctionnements qui existent également en Suisse, mais je vous invite tout de même à réfléchir en vous demandant pourquoi notre pays est si prospère. Vous arriverez comme moi à la conclusion que la sécurité, la fiabilité, la gratitude et la modestie sont des facteurs aussi importants que la défense de la démocratie directe.

La démocratie directe est menacée

La Suisse se distingue des autres Etats par son système de démocratie directe. C'est notamment grâce à elle que nous avons relativement peu de chômage, une économie saine, des impôts modérés, d'excellentes institutions de for-

mation et des entreprises novatrices. En faisant la démonstration des effets positifs de la démocratie directe, la Suisse est involontairement une épine dans le pied des dirigeants de l'UE. Et c'est pourquoi ces derniers pressent la Suisse d'entrer dans l'UE ou du moins d'accepter automatiquement la législation de l'UE. La majorité du gouvernement et du parlement au niveau fédéral soutient ces efforts tout en sachant que cet alignement sur l'UE sonnerait le glas de la démocratie directe.

La responsabilité individuelle est à la base de notre succès

La grande majorité des citoyennes et des citoyens ne sont pas sous les feux de la rampe, mais ce sont ces femmes et ces

« La Suisse se distingue des autres Etats par son système de démocratie directe. »



hommes qui forment la collectivité fédérale en donnant tous les jours de leur personne non seulement dans leur profession, mais aussi dans leurs familles, dans les quartiers, dans

Nos traditions démocratiques sont mal perçues par le mastodonte bureaucratique qu'est l'UE. Nous devons donc veiller à les préserver.

les associations et sociétés, dans le cercle de leurs amis, à l'armée ou dans leur

commune. Le plus souvent, cet engagement et ce travail en faveur de la collectivité sont bénévoles. Très souvent ces personnes occupent même plusieurs fonctions. Elles ont compris que le bon fonctionnement de notre société ne dépend pas de quelques personnalités individuelles, mais de l'esprit communautaire de chacun de ses éléments. Je veux donc dire un grand merci à toutes ces

« La Suisse est involontairement une épine dans le pied des dirigeants de l'UE »

femmes et à tous ces hommes qui s'engagent sans chercher un profit personnel au service de la société et du bien commun dans les partis politiques, dans les conseils communaux, dans les sociétés sportives et les paroisses, dans divers groupes et organisations. Ils sont les vrais animateurs de notre société. Leur engagement a donc besoin de la démocratie directe, d'une économie performante et de sécurité.

Jean-Pierre Grin,
conseiller national,
Pomy (VD)



Plus de diversité médiatique pour plus de démocratie

Les radios locales existent depuis 35 ans. Internet est populaire depuis près de 30 ans. Facebook a été fondé il y a 14 ans. La politique médiatique suisse passe complètement à côté de ce développement technologique: au lieu de faciliter la concurrence, elle encourage l'expansion de la SSR. Un développement fatal pour la diversité médiatique.

La SSR est devenue une vache sacrée au Palais fédéral. Ses 7 chaînes de télévision et 17 chaînes de radio provoquent de fortes distorsions sur le marché. L'autorité fédérale ne veut pas le savoir, tout comme elle ignore sciemment que la dominance commerciale de la SSR étouffe nombre d'entreprises privées et fait perdre des emplois. L'UDC a régulièrement critiqué cette politique hypocrite et s'est engagée pour plus de diversité médiatique et d'équité.

Discussion étouffée dans l'œuf

Depuis de nombreuses années le Conseil fédéral et la majorité du Parlement refusent d'ouvrir un débat réel sur le service public. Dans son rapport sur cette thématique, le gouvernement demandait à la SSR de se distinguer plus clairement des chaînes privées et de se concentrer sur son mandat clé. Des déclarations dont l'hypocrisie est démasquée par le projet de nouvelle concession de la SSR: l'autorité politique encourage désormais officiellement l'expansion de la SSR sur internet et dans le domaine du divertissement. Qui plus est, elle lui donne de nouvelles possibilités publicitaires. La SSR s'éloigne de son mandat de service public. Aujourd'hui, elle exploite 108 comptes Facebook et 42 canaux Youtube. Un développement inquiétant pour la diversité médiatique.

Pour un service public ciblé

L'UDC soutient l'idée d'une desserte médiatique de base au niveau fédéral. Ce service public doit cependant obéir au principe de la subsidiarité. En clair, la SSR n'a pas à réinventer des programmes proposés par le secteur privé. Le service public dont est mandatée la SSR doit se concentrer sur des productions que les entreprises privées ne peuvent ou ne veulent pas offrir. Les services d'information, les productions culturelles suisses et les grandes manifestations qui dépassent les moyens des chaînes privées doivent être du ressort de la SSR, mais non pas des jeux télévisés ou des émissions de télé-réalité que le secteur privé peut et souhaite offrir.

« Aujourd'hui, la SSR exploite 108 comptes Facebook et 42 canaux Youtube. Un développement inquiétant. »

L'initiative «No Billag» clarifie cette situation en privatisant la SSR. Elle va loin, mais elle est sans doute salutaire. Le Conseil fédéral s'entêtant à maintenir le statu quo, je voterai oui le 4 mars prochain. Une privatisation totale vaut mieux qu'une expansion constante des médias d'Etat qui serait fatale pour la démocratie.

+180% Augmentation des salaires

3x plus cher

Les coûts de la très onéreuse SSR ont triplé depuis 1984!



Alors que le budget de la SSR a plus que triplé, il y a de moins en moins d'argent dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens. Pourtant, des employés de la SSR sont exemptés de redevance.

Gregor Rutz, Conseiller national,
Entrepreneur, Zürich



Bientôt une Suisse à 11 millions d'habitants?

Sans contrôle et sans limitation de l'immigration, la Suisse sera étouffée par la surpopulation. Les 10 à 11 millions habitants pronostiqués seront insupportables pour notre pays.



11 Mio. 2040?



Céline Amaudruz, Vice-présidente de l'UDC, conseillère nationale, Genève

La Suisse compte aujourd'hui 8,5 millions d'habitants. Elle en avait 1,7 million il y a deux siècles, 3,2 millions en 1900 et 7,2 millions en l'an 2000. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, la population s'est accrue de 17% et la proportion d'étrangers a atteint 25% malgré une naturalisation forcée de 40 000 personnes en moyenne annuelle.

L'Office fédéral de la statistique prévoit pour

l'année 2035 une population résidente de 10 millions d'individus. «Avenir Suisse» estime même qu'il serait judicieux de se préparer à 11 millions d'habitants. Sincèrement, je n'ai aucune envie d'une telle Suisse. Je vais au contraire me battre pour que mon pays ne soit pas totalement submergé, pour que nous ne nous réveillions pas un beau matin comme étrangers dans notre propre pays.

« Les zones naturelles qui nous permettent de nous ressourcer se rétrécissent comme peau de chagrin. »

Nous sommes à l'étroit en Suisse

Une comparaison: la Suisse compte aujourd'hui à peu près le même nombre d'habitants que notre voisin de l'est, l'Autriche. Mais ce pays a une superficie deux fois plus grande et, bien qu'il soit également traversé par les Alpes, l'espace habitable y est beaucoup plus grand qu'en Suisse. Nous vivons aujourd'hui déjà très à l'étroit dans notre pays. Les zones naturelles qui nous permettent de nous ressourcer se rétrécissent comme peau de chagrin. Trop d'habitants égale moins de qualité de vie. La constante immigration de masse que nous subissons dépasse nos possibilités.

Une émigration serait utile

Il serait utile et raisonnable de non seulement stopper l'immigration, mais aussi de veiller à une émigration significative. Nous y gagnerions tous de la place. Moins d'habitants signifie aussi moins de bouchons sur les routes et moins de trains bondés. On trouverait à nou-

veau des places de parc dans les villes et les files devant les cinémas, les shops Swisscom ou les centres commerciaux seraient moins longues. Les Suissesses et les Suisses de plus de 50 ans n'auraient plus à craindre pour leur emploi. Les enfants seraient moins nombreux dans les classes d'école, donc mieux suivis.

Il faut agir maintenant

En bétonnant notre pays pour accueillir 10 ou 11 millions d'habitants, nous détruisons notre base vitale. La Suisse se distingue encore par des paysages exceptionnels que des foules de touristes viennent admirer. La prospérité dépend de la productivité et de la croissance économique par habitant. Or, sur ce point, nous perdons un terrain considérable depuis que nous avons conclu la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Et depuis que notre système d'asile est abusé et ridiculisé par des dizaines de milliers de faux réfugiés arrivant d'Afrique et d'Orient. Il est grand temps d'agir. Reprenons possession de notre pays!



Michael Buffat, conseiller national, Vuarrens (VD)

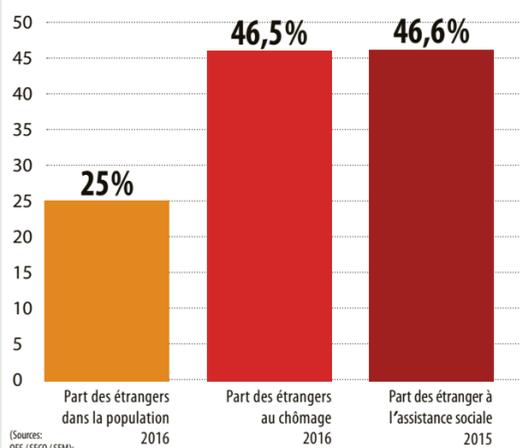
Jamais encore la proportion d'étrangers dans la population résidente de Suisse n'a été aussi importante. La part de 25% d'étrangers qu'affiche la Suisse est deux fois plus élevée que dans tous les autres pays d'Europe, exception faite du Luxembourg. Malgré les lourdes conséquences de l'immigration incontrôlée, l'élite politique et économique de Suisse continue de considérer la libre circulation des personnes comme une vache sacrée.

La proportion d'étrangers profitant de nos institutions sociales dépasse largement la part de ces derniers dans la population totale. Pourtant, les défenseurs de la libre circulation des personnes ne cessent de clamer que seules des personnes hautement qualifiées et ayant conclu un contrat de travail viennent en Suisse.

La réalité est différente: depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, une masse de ressortissants de l'UE non qualifiés cherchent à décrocher un emploi dans le pays à haut salaire qu'est la Suisse. Et c'est sans compter les nombreux immigrants extra-européens à la recherche d'un emploi. Si nos œuvres sociales sont si fortement mises à contribution, c'est parce que les immigrants ne s'intègrent pas – n'en déplaise aux rêveurs socialistes. Les sommes énormes d'argent des contribuables dépensées au titre des «mesures d'intégration» n'y changent pas grand-chose. Dans la réalité, l'intégration se heurte à l'absence de connaissances linguistiques, au manque de qualification ou tout simplement à l'absence de volonté de s'intégrer. Plus de 25% des rentiers AVS étrangers touchent des prestations complémentaires alors

Proportions d'étrangers vivant des institutions sociales suisses

(chiffres en %)



que seul 11% des Suisses en bénéficient. L'UDC est la seule force politique qui s'oppose à ce dangereux développement et qui se bat pour assurer la prospérité et le bon fonctionnement du système social, également pour les générations à venir.

Maîtriser la libre circulation des personnes

Jusqu'à récemment encore, le principe élémentaire de la démocratie suisse faisait l'unanimité: c'est la volonté de la majorité qui l'emporte. Les choses ont brutalement changé depuis la violation de la Constitution en 2016. Cette année-là, la majorité du Parlement a refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse qui avait été approuvée par la majorité du peuple et des cantons. L'initiative sur la limitation a été lancée pour mettre définitivement fin à la démesure de la libre circulation des personnes.

Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007, nous subissons année après année une immigration moyenne nette de 55 000 personnes en provenance de l'UE. Cela signifie, pour utiliser une image, que chaque année une ville de la taille de celle de Bienne sort de terre en Suisse. La Suisse ne peut à la longue supporter ce développement qui a des conséquences désastreuses pour notre pays: baisse de la qualité de vie, stress provoqué par la promesse, surcharge des infrastructures, bétonnage de nos beaux paysages, pillage des institutions sociales, éviction des travailleurs âgés qui sont poussés au chômage.

Une gestion autonome s'impose

L'initiative sur la limitation exige, premièrement, une base constitutionnelle permettant à la Suisse de régler de manière autonome l'immigration sur son territoire et interdit, deuxièmement, au niveau constitutionnel la démesure de la libre circulation des personnes. Les accords internationaux ne pourront plus contrevvenir à ce principe.

Stopper l'immigration de masse!



Signez maintenant l'initiative de limitation.

Une politique d'immigration moderne

Cette initiative exige en plus que l'accord sur la libre circulation des personnes soit aboli par la voie de la négociation au plus tard une année après l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons. Si cette voie s'avère impossible, le Conseil fédéral devra résilier l'accord en l'espace d'un mois supplémentaire. Seule l'initiative sur la limitation permet à la Suisse de mener à nouveau une politique d'immigration moderne, une politique qui ne répond pas seulement aux intérêts de l'UE, mais aussi à ceux de la Suisse.

Natalie Rickli, conseillère nationale, consultante en communication, Winterthur (ZH)



Nos PME étouffent sous les taxes

J'ai décidé de m'engager parce que la politique reste le moyen le plus efficace de faire entendre sa voix et ses idées. Lorsque vous êtes directeur d'une entreprise de transports ou de voyages en autocars, vous vous apercevez que les décisions qui sont prises ont une influence directe sur vos activités au quotidien. J'en veux pour preuve la stratégie énergétique et la politique des transports qui sont régulièrement prétextes à de nouvelles taxes. Mon engagement est axé sur la défense des PME qui font la

force de notre pays, mais aussi celle du citoyen, pour qui je m'emploie à combattre toutes nouvelles charges financières. Tous ces impôts déguisés appauvrissent le peuple et c'est à chaque fois une perte supplémentaire de son pouvoir d'achat. J'ai trouvé à l'UDC des gens qui défendent ces mêmes valeurs. De mûres réflexions n'ont fait que conforter mon idée que l'UDC était le parti qui défendait le mieux les PME et le citoyen contribuable, c'est pourquoi j'y ai adhéré.



Jean-Daniel Chardonnet est un entrepreneur actif dans le monde du transport à Fétigny (FR)

La liberté, raison d'être de l'Etat

Les Suissesses et les Suisses savent que la liberté est le bien le plus précieux de leur pays. Aussi s'opposent-ils avec détermination à toute atteinte aux droits démocratiques exceptionnels qu'ils possèdent. Voilà qui explique aussi leur refus catégorique d'un accord-cadre institutionnel qui impose à la Suisse la reprise automatique de droit UE et sa subordination à la Cour de justice UE (CJUE). Un tel traité signifierait la fin de la voie bilatérale, puisque la Suisse serait contrainte d'appliquer chez elle le droit UE. Le souverain helvétique, donc le peuple suisse, serait privé de son pouvoir et son autodétermination serait limitée aux domaines tolérés par la CJUE.

La statistique nous indique pour la Suisse une performance économique de 80 000 francs par habitant et par an. Ce résultat exceptionnel est réalisé sur seulement 7,5% de la superficie habitable totale du pays et sur 36% de sa superficie agricole. Le produit intérieur brut de la Suisse atteint ainsi 660 milliards de francs par an.

Comment cela est-il possible? Selon le «Nation Brands Index 2017», la Suisse se place au 8^e rang de ce palmarès de 50 nations industrialisées. Ce classement est le fruit d'exceptionnelles performances économiques et d'exportation, d'une grande force novatrice, d'un contexte économique favorable aux entreprises et d'un système de formation axé sur la performance et la formation duale. Enfin, notre pays est apprécié en raison de ses merveilleux paysages, de personnalités exceptionnelles se distinguant dans le domaine public et privé mais surtout, en raison de ses citoyennes et citoyens.

Entre admiration et jalousie

Ce succès est-il réellement perçu? Paul Seger, ancien ambassadeur suisse auprès des Nations Unies (2010-2015) à New York, a fait le constat suivant: «Lorsque je lis et j'écoute les médias suisses, j'ai l'impression que nous sommes beaucoup plus critiques à l'égard de nous-mêmes que ne le sont les étrangers. Je crois que la Suisse a un énorme besoin d'harmonie. (...) J'ai la chance de représenter un pays dont je peux répondre totalement.»

L'ambassadeur Nicolas Bideau, responsable de «Présence Suisse», institution chargée de soigner l'image de la Suisse en appliquant la stratégie de communication du Conseil fédéral, a fait l'observation suivante: «La stabilité politique et économique ainsi qu'un environnement intact font de la Suisse la belle-fille exemplaire du monde occidental.» Et, plus loin: «L'image de la Suisse est excellente – un peu comme celle d'une première de classe que l'on admire, que l'on jalouse parfois et à laquelle on joue volontiers un tour quand s'en offre l'occasion.» Quelques exemples pour illustrer ce propos: la feuille britannique «The Independent» a titré en 2007 «La Suisse, le cœur de l'obscurité européenne?».

«**La Suisse, notre patrie, qui était encore il y a deux siècles une terre d'émigration, agit dans la conscience de sa responsabilité, de manière prudente et prévoyante, mais en toute indépendance et souveraineté.**»

A la même époque on a pu lire dans le magazine allemand «Spiegel» que la Suisse était une démocratie «au bord de la crise nerveuse». Deux ans plus tard le journal américain «Los Angeles Times» s'est demandé «Qui a besoin de la Suisse?» alors qu'en 2010 le magazine américain «Newsweek» a annoncé péremptoirement «La fin de la Suisse». Dans le magazine autrichien «Kurier» on pouvait lire ce qui suit: «Les Confédérés suscitent la grogne au



Indépendance, fédéralisme, souveraineté et autodétermination sont les fondements de notre pays. Ils font de la Suisse un lieu unique de sécurité, de liberté et de bien-être.

niveau international – la Suisse, une île grotesque qui doit se battre avec une foule de problèmes répugnants et dont l'image se ternit.»

Une Suisse performante et des Suisses heureux

Le «World Happiness Report 2017» de l'ONU marque un contraste étonnant avec ces appréciations négatives. Selon cette enquête, la Suisse est le quatrième pays le plus heureux du monde après la

Norvège, le Danemark et l'Islande. Quelle que soit la manière dont a été composée cette image, le fait est que les forces et les particularités de la Suisse sont toujours les mêmes: neutralité, sécurité, paix, qualité ordre, propreté, solidarité, démocratie et liberté d'opinion. Autre phénomène relevé par de nombreux observateurs: la notion de patrie s'éveille à nouveau et avec elle la fierté d'appartenir à un pays comme la Suisse.

Le pays des mythes patriotiques ou de l'acte d'origine déclenche, selon le point de vue de l'observateur, de l'admiration ou de la jalousie. Les succès des produits suisses sur les marchés internationaux, par exemple les machines de précision, les biotechnologies, des services reconnus,

des montres d'une finition et d'une précision uniques ou encore la première place au palmarès des pays les plus compétitifs du monde selon le classement du Forum économique mondial, voilà autant de réalités qui font comprendre les causes profondes de la réussite du modèle suisse.

Liberté, solidarité et principe de la milice

«La liberté, raison d'être de l'Etat», voilà sans doute la formule la plus concise et la plus marquante décrivant ce phénomène. C'est ainsi qu'Ueli Maurer a expliqué le cas particulier suisse depuis 1291 jusqu'à nos jours. Et le conseiller fédéral UDC de poursuivre: «Nous avons le profond souhait de régler nos affaires nous-mêmes. Cette volonté concerne aussi bien les tentatives étrangères d'influencer notre pays que les conditions régnant à l'intérieur. Nous nous méfions des puissants. Chez nous, on a toujours eu tendance à se débrouiller soi-même et à s'entraider. Le principe de la milice porte et marque notre pays jusqu'à nos jours.» La Suisse, notre patrie, qui était encore il y a deux siècles une terre d'émigration, agit dans la conscience de sa responsabilité, de manière prudente et prévoyante, mais en toute indépendance et souveraineté.



Pierre-André Page, conseiller national, Châttonnaye (FR)



Paysanne et conseillère nationale vaudoise

Alice Glauser

« En ce début de 2018, notre pays souverain et libre est une terre de paix, pourvoyeuse de travail et respectueuse de ses citoyens, soyons-en reconnaissants et fiers. Il n'est pas admissible cependant que nos autorités veuillent mettre notre liberté en danger par des accords inconsidérés. L'agriculture familiale par exemple ne se remettrait pas d'un accord de libre-échange avec l'Union Européenne. »

Alice Glauser est née le 14 octobre 1954. Elle s'occupe aujourd'hui de plus de 7000 m² de vigne dans le Nord du Canton de Vaud. Conseillère nationale depuis 2007, elle s'engage tout particulièrement pour la défense des agriculteurs et du monde paysan dans son ensemble.

Alice Glauser, conseillère nationale, agricultrice et vigneronne, Champvent (VD)

Portrait: conseillère nationale et peintre en bâtiment

Sandra Sollberger

Sandra Sollberger a été récemment appelée la «multicolore» du Conseil national. «Plutôt colorée que pâlotte», a répondu la sympathique représentante de Bâle-Campagne à cette qualification qui faisait sans doute allusion à son métier et non à ses positions politiques. Sandra Sollberger est en effet peintre en bâtiment avec maîtrise fédérale. Agée de 44 ans, elle est mariée à Simeon avec lequel elle a deux enfants, Florence, 20 ans, et Fabrice, 18 ans. Sandra est directrice et membre du conseil d'administration de la société Sollberger Maler SA à Bubendorf (BL). Fondée il y a 60 ans, cette entreprise familiale occupe aujourd'hui 12 employés et 2 apprentis (6 hommes et 8 femmes), une PME tout à fait typique.

Sandra Sollberger siège au Conseil national depuis 2015. Auparavant elle était députée au Grand Conseil pendant quatre ans et conseillère communale pendant huit ans. A côté de son engagement pour les PME et, plus particulièrement, pour le secteur de la peinture et de la plâtrerie, Sandra Sollberger est active dans de nombreuses associations, notamment de protection de la nature et des oiseaux. Elle est fascinée par l'ornithologie. Ses voisins savent pourquoi elle se faufile parfois discrètement dans son jardin, une paire de jumelles devant les yeux.



Sandra Sollberger, conseillère nationale de Bâle-Campagne, dirige avec son mari Simeon l'entreprise Sollberger Maler SA en tant que troisième génération. Les deux sont peintres en bâtiment avec maîtrise fédérale.

Au fait

La commune d'Oberwil-Lieli est depuis le début de l'année 2018 première au classement fiscal du canton d'Argovie. De 98% à mon entrée en fonction, le taux d'imposition est entre-temps tombé à 57%. Cela n'a été possible que grâce à un contrôle strict des charges sociales. Je suis d'avis qu'il ne faut soutenir que les personnes qui en ont réellement besoin et non pas les individus trop paresseux pour travailler. Les femmes et les hommes qui se lèvent le matin pour vivre doivent récolter les fruits de leurs efforts. En revanche, l'octroi de prestations sociales doit être soumis à certaines restrictions.

Notre commune d'Oberwil-Lieli est aussi première au classement de l'hebdomadaire «Weltwoche» selon la qualité de la vie. Nous avons construit un nouveau bâtiment scolaire, deux nouveaux jardins d'enfants, des logements pour personnes âgées, un nouveau bâtiment pour le service de feu et un équipement de loisirs. Nous avons rénové la maison communale et organisé deux fêtes de village. Pas mal de choses se sont passées durant les vingt années que j'ai siégé au conseil communal, ou que je préside la commune.



Andreas Glamer, conseiller national, Oberwil-Lieli (AG)

Libre circulation des personnes: Le triomphe des syndicats

La libre circulation des personnes met notre marché du travail sous pression. L'Etat restreint de plus en plus la liberté des entreprises et de leurs collaboratrices et collaborateurs. Le marché du travail libéral n'est plus qu'un mythe. Les gagnants sont les syndicats qui étendent leur pouvoir et s'enrichissent au frais des travailleurs. L'initiative de limitation nous libérera de ce carcan et assurera notre prospérité.

Cédant aux pressions de l'UE, la Suisse a accepté en 2002 la libre circulation des personnes avec 15 pays. Entre-temps, l'UE a accueilli 13 Etats supplémentaires. La Suisse donne à chaque ressortissant UE le droit d'immigrer librement et de prendre un emploi en Suisse. Nos salaires, nos prestations sociales et notre prévoyance vieillesse font partie des meilleurs du monde. La Suisse est très attractive, aussi bien pour des professionnels bien formés que pour des personnes peu qualifiées.

Les effets de la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes a massivement entravé la Suisse. Avec chaque extension de cette liberté, la proportion d'étrangers résidant en Suisse augmente. Elle a passé de 20% en 2002 à 25% aujourd'hui. La proportion d'étrangers au chômage est plus que le double de celle des Suisses. En 2016, le taux de chômage chez les Suisses était de 2,4% contre 6% chez les étrangers. La majorité des étrangers travaillent dans la restauration et l'hôtellerie, dans le bâtiment et le commerce de détail. Leur proportion dans ces branches atteint 40%. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, les étrangers occupés dans ces secteurs et la quote-part d'étrangers ont massivement augmenté. Mais c'est également dans ces branches que le taux de chômage est le plus élevé! Dans le canton du Tessin, le chômage annuel moyen atteint 18% dans la restauration et l'hôtellerie. Dans le secteur du bâtiment, il est même de 25% en Valais et de 8% dans le canton de Zurich. Il y aurait donc bien assez de monde sur place pour travailler dans ces branches. Néanmoins, on fait venir toujours plus d'étrangers en Suisse. Les chômeurs sont payés par les autres. Saviez-vous que les syndicats gagnent directement de l'argent avec chaque chômeur? Les



La suppression de la libre circulation des personnes renforcera la place industrielle suisse. Magdalena Martullo-Blocher, directrice de l'entreprise EMS-Chemie, en est convaincue: «Voilà la seule manière de garantir nos emplois et notre prospérité.»

syndicats font en effet partie des plus grandes caisses de chômage et facturent consciencieusement leurs services de

pas ainsi avant la libre circulation des personnes. Un étranger ne recevait un permis de travail que si le poste ne pou-

vant des décennies et qui était une de ses grandes forces a quasiment disparu. Aujourd'hui, un salarié sur deux est soumis

« Pour réduire la pression sur les salaires, l'Etat a pris des mesures d'accompagnement. Cette intervention a fortement nuit au marché du travail libéral que la Suisse connaissait pendant des décennies et qui faisait sa force. »

conseil, leurs mesures sur le marché du travail et le versement des indemnités de chômage.

Le système imposé par les syndicats

Le nombre d'étrangers pouvant postuler pour obtenir un emploi en Suisse est si grand que les salaires suisses sont forcément sous pression. Les étrangers acceptent des conditions de travail et des salaires moins bons parce qu'en comparaison avec leur pays d'origine ils sont tout de même mieux lotis. Il n'en était

pas être occupé par un travailleur résidant. L'étranger bénéficiait du même salaire que ses collègues suisses.

Il en va tout autrement dans le régime de libre circulation des personnes. Pour atténuer la pression sur les salaires, l'Etat a pris lesdites mesures d'accompagnement. Il s'agit là d'une intervention massive dans le marché du travail qui oblige les salariés et les entreprises de se soumettre à des conventions collectives de travail standardisées. Du coup, le marché du travail libéral que la Suisse a connu pen-

à une convention collective de travail. Un salarié sur quatre travaille même sous une CCT ayant force de loi pour une branche entière. Les salaires minimaux, les horaires de travail, les indemnités, les vacances, etc. sont réglés de manière uniforme et toute concurrence est neutralisée. Et cela bien que le peuple suisse se soit clairement prononcé dans l'urne contre des salaires minimaux imposés par l'Etat et des réglementations uniformes des vacances. Malgré cette standardisation, le nombre de conflits de travail augmente. Les syndicats, qui

prétendent représenter 50% des salariés alors que seulement 15% des salariés sont membres d'un syndicat, exploitent leur nouveau pouvoir pour imposer de nou-

« La libre circulation des personnes nous a apporté une forte hausse du nombre d'étrangers et du chômage. »

velles revendications sociales. Il faut savoir que tous les salariés et toutes les entreprises sont contraints de verser de manière forfaitaire ou par une déduction sur le salaire une dite contribution de solidarité. Ces millions atterrissent dans les caisses des associations patronales et des syndicats, soit plus de 20 millions dans le secteur de la gastronomie et près de 50 millions dans celui du bâtiment!

Supprimer la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes nous a apporté une forte augmentation de la quote-part d'étrangers et du chômage. Le marché du travail libéral a été détruit et les rapports de travail ont été centralisés et étatisés. Des revendications de la gauche ont été satisfaites contre la volonté des citoyennes et des citoyens et des conventions de travail ont été imposées à des branches entières sans que les entreprises individuelles et les salariés individuels n'aient eu un mot à dire. Les associations économiques et les syndicats encaissent et les citoyens et citoyennes paient tout en travaillant. Il est grand temps de supprimer ce monstre grâce à l'initiative de limitation! Voilà la seule manière de garantir la prospérité de la Suisse.

Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale et chef d'entreprise, EMS, (GR)



« Artisane genevoise, je subis de plein fouet la libre circulation. Une concurrence totalement déloyale, soutenue par la majorité des partis. Voilà pourquoi il est nécessaire de donner au peuple et aux cantons la possibilité de se prononcer sur la libre circulation. Ainsi, nous pourrions enfin reprendre le contrôle sur notre marché du travail. »



Marie-Agnès Bertinat, courtpointière indépendante à Genève (GE)

« Nous devons défendre nos traditions, encourager l'agriculture de proximité et la consommation de produits locaux. C'est indispensable à la bonne santé de notre patrimoine et pour le bien commun. Seul l'UDC s'engage dans cette direction et soutient les PME intégrées dans le tissu économique local. »



Anick Badan, propriétaire-encaveuse à Aigle (VD)

« Trop peu de politiciens ont conscience des besoins des PME et des artisans. Avant les élections, tout le monde se prétend spécialiste de la question mais lors des votes, tout est oublié et de nouvelles taxes et charges sont ajoutées. Nous devons soutenir nos entrepreneurs, aussi, je dis stop! »



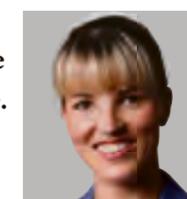
Conseillère nationale Sylvia Flückiger, propriétaire de Flückiger Holz AG à Schöffland (AG)

« En tant que formatrice d'adultes, je collabore essentiellement avec des PME, en participant à la formation continue de leurs cadres et employés. Je constate que l'UDC soutient et favorise le tissu économique Suisse et ses PME, ce qui maintient et crée de nombreuses places de travail. »



Christina Susanna Darcey, Enseignante et Formatrice d'adultes, directrice d'un institut de langues à Fribourg (FR)

« L'UDC est accusée d'être conservatrice. Mais lorsque des syndicats restent attachés à des modèles dépassés et des temps de travail plus adaptés, cela s'appelle du social. Une modernisation de notre code du travail est urgente et indispensable et ne doit plus être repoussée. »



Diana Gutjahr, Conseillère nationale, directrice de Ernst Fischer AG à Romanshorn (TG)

La vague des coûts sociaux

Une personne reconnue comme réfugié bénéficie des mêmes prestations de l'aide sociale qu'un Suisse qui a travaillé durant des décennies et payé des impôts dans le pays.



Barbara Steinemann, conseillère nationale, membre de l'autorité sociale de Regensdorf (ZH)

Les prestations de l'aide sociale sont souvent si élevées qu'il ne vaut pas la peine de chercher une activité lucrative. Un jeune Erythréen, par exemple, touche un montant en liquide de 986 francs par mois. Il a en plus droit à un logement et les cotisations aux assurances sociales sont prises en charge par la collectivité. Il dispose ainsi d'un revenu standard de 2600 francs. Pour un ménage de quatre personnes, les prestations sociales atteignent au moins 5000 francs.

Même le dentiste est payé

Sous le titre des «prestations conditionnées par la situation»¹, les communes doivent de surcroît assumer les charges suivantes: dentiste, hygiène dentaire, lunettes, crèche pour les enfants, articles de bébé, ustensiles scolaires, primes, franchises des assu-

rances dommages, ménage et responsabilité civile, meubles, équipements ménagers, frais de déménagement, frais d'avocat, documents officiels, abonnements des transports publics, frais du permis de séjour, frais de déplacement pour l'exercice du droit de visite, leçons de musique. La collectivité paie de surcroît les cotisations AVS/AI. Donc si cette personne arrive en Suisse à l'âge de 18 ans et vit aux frais de l'aide sociale jusqu'à 65

ans, elle touchera une rente AVS sans avoir travaillé un seul jour en Suisse.

L'industrie de l'asile connaît un boom

Les générations précédentes de réfugiés – Vietnamiens, Hongrois, Yougoslaves, etc. – se sont intégrées de leur propre initiative. Aujourd'hui, on assiste à l'émergence d'une véritable industrie de l'asile. Par exemple, un cours d'intégration de la fonda-

tion «Chance» coûte 3385 francs par mois pour apprendre à un réfugié à travailler. Un cours d'alphabétisation est facturé 1375 francs par mois, un entraînement au travail 1700 francs. Même pour un stage pratique, les contribuables paient 1540 francs par mois sans que le succès de l'opération ne soit garanti. Le secteur de l'asile est devenu une branche industrielle à charge des contribuables et des Suisses dans le besoin.

Voici les prestations auxquelles ont droit les réfugiés reconnus en Suisse

Besoins	1 personnes	1 personne + 1 enfant	2 personnes + 2 enfants
Besoins de base	CHF 986.00	CHF 1'509.00	CHF 2'110.00
Loyer y compris charges (montant maximal)	CHF 1'100.00	CHF 1'300.00	CHF 1'600.00
Caisse maladie adultes	CHF 394.00	CHF 394.00	CHF 786.00
Caisse maladie par enfant CHF 85.–		CHF 85.00	CHF 170.00
Cotisations AVS/AI	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00
Prestations conditionnées par la situation ¹	CHF 100.00	CHF 200.00	CHF 300.00
Montant mensuel reçu	CHF 2'625.00	CHF 3'533.00	CHF 5'011.00

¹Aide sociale selon les directives CSIAS. Les loyers des logements s'entendent y compris les charges annexes et se basent sur les règlements communaux. L'exemple choisi ici correspond au prix des logements dans l'agglomération zurichoise.

Au fait

Les coûts de l'aide sociale augmentent massivement. Entre 2005 et 2015, ils ont passé de 1,7 à 2,6 milliards de francs, soit une hausse de 60%. Or, le nombre de personnes bénéficiant de l'aide sociale n'a augmenté que de 12% durant ces dix ans pour passer de 237'500 à 265'600. Près de la moitié sont des étrangers. Nombre d'entre eux n'ont jamais travaillé et payé des impôts en Suisse. La hausse des prestations sociales doit être assumée par les contribuables des cantons et des communes qui subissent une augmentation constante de leurs charges.

Felix Müri, conseiller national, Emmen (LU)



Suisse-UE: renoncer à sa capacité d'agir, c'est perdre la partie

Il y a 25 ans le peuple suisse a décidé de conserver sa capacité d'agir en refusant le traité EEE/UE. Une marge de manœuvre indépendante et l'autodétermination sont des biens extrêmement précieux. Leur sauvegarde est la tâche première d'un pays souverain. Or, ces biens sont aujourd'hui en danger.

Il s'agit aujourd'hui, comme il y a 25 ans, d'empêcher l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral avait à l'époque clairement exprimé son objectif dans son message adressé au Parlement: «Notre participation à l'EEE ne constitue pas le dernier mot de notre politique d'intégration. Elle doit être considérée dans le cadre d'une stratégie européenne qui se déroulera en deux phases et dont le but est l'adhésion pleine et entière de la Suisse à la CE.»

Bruxelles décide

Aujourd'hui, la classe politique nous pousse dans la même situation. La Suisse doit-elle se rattacher définitivement à l'UE? L'UE commandera-t-elle à l'avenir en Suisse? Bruxelles entend atteindre cet objectif par le biais d'un dit accord-cadre institutionnel. Et la classe politique, comme de coutume, lui cède et satisfait ce souhait monstrueux. La Suisse serait contrainte de reprendre automatiquement du droit UE sans que le peuple et les cantons n'aient un mot à dire. Ces prescriptions UE vont de l'immigration au commerce de marchandises, en passant par l'agriculture, les transports terrestres et aériens, etc. Les lois concernant la Suisse seraient à l'avenir faites à Bruxelles et non plus par le Parlement suisse et les citoyens et citoyennes du pays. L'interprétation des règles serait de la compétence de la Cour de justice UE, donc de juges étrangers. Si la Suisse n'accepte pas une de ces règles, Bruxelles a le droit de prendre des sanctions contre elle. La Suisse devrait renoncer à tous les avantages que lui offre sa situation en dehors de l'UE. Ce traité de soumission sonnerait le glas d'une Suisse autodéterminée et indépendante.

Coup d'Etat par la petite porte

Les principaux bénéficiaires d'un tel accord seraient les politiciens et les fonctionnaires qui pourraient conti-



L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher: l'éternel combattant pour l'autodétermination et la liberté de la Suisse.

nuer de voyager vers les lieux de conférence, discuter avec les instances de l'UE et appliquer les décisions de celles-ci sans se préoccuper des intérêts des citoyens concernés. Les entreprises, les cantons et les communes en supporteraient les conséquences. Aujourd'hui déjà, l'administration fédérale et les élus poli-

commerce avec tous les Etats, y compris l'UE. Devant les attermoiments de la classe politique, les citoyens doivent prendre les choses en main et décider dans l'urne.

2. Il faut veiller à ce qu'à l'avenir le peuple suisse ait à nouveau le dernier mot et qu'il ne soit pas mis sur

« Il faut veiller à ce qu'à l'avenir le peuple suisse ait à nouveau le dernier mot et qu'il ne soit pas mis sur la touche par le biais du droit international qui n'a pas de base démocratique. »

tiques tentent d'accaparer le pouvoir. Des décisions du peuple ne sont plus respectées. Le Tribunal fédéral place le droit international au-dessus du droit suisse démocratiquement légitimé par le peuple. Malgré des décisions claires et nettes du souverain, les étrangers criminels ne peuvent plus être expulsés et la Suisse doit subir une immigration énorme.

Le moment est venu d'agir

Que faut-il faire?

1. La Suisse ne doit pas se rattacher à l'UE par le biais d'un accord-cadre institutionnel, mais demeurer un pays ouvert au monde et entretenir des relations neutres et faire du

la touche par le biais du droit international qui n'a pas de base démocratique. L'initiative pour l'autodétermination est une garantie dans ce sens. Donc: oui à l'initiative pour l'autodétermination.

3. La volonté du peuple et des cantons de gérer à nouveau de manière autonome l'immigration doit être enfin respectée. L'initiative de limitation y veille. Elle garantit une immigration modérée pour le bien de la population. Donc: signer l'initiative de limitation (voir la feuille de signatures encartée)! Pour que nos enfants aient aussi un avenir dans la prospérité et la sécurité.

Commentaire

Expulsions: L'arnaque de la clause de protection

En acceptant en 2010 l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, le peuple suisse a exigé que les étrangers criminels soient systématiquement expulsés. Le Parlement a refusé d'exécuter cet ordre en introduisant dans la loi d'exécution une «clause de protection des délinquants». Les juges ont ainsi la possibilité de définir des «cas de rigueur», donc de renoncer à des expulsions. C'est précisément cet arbitraire des juges que voulaient empêcher les citoyennes et les citoyens. Malgré cette dilution de la décision populaire, on nous a promis une application sévère de la nouvelle loi. En ce qui me concerne, j'en doute. Le groupe parlementaire a demandé au Conseil fédéral à chaque session depuis l'entrée en vigueur de la loi en octobre 2016 combien d'expulsions avaient été prononcées. Il y en a eu juste 14 en 2016. Fin novembre 2017, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a répondu comme suit: «Les données pour l'année 2017 seront analysées en juin 2018 par l'Office fédéral de la statistique.» Or, on a appris entre-temps que la «clause de protection des délinquants» a déjà été appliquée plusieurs dizaines de fois. Comme le craignait à juste titre l'UDC, l'exception est devenue la règle et, une fois de plus, une décision du peuple n'a pas été appliquée.



Jean-Luc Addor, conseiller national, Savièse (VS)



Commentaire

Mauvaise politique d'asile



En vertu de l'accord de Dublin, la Suisse ne devrait accueillir que des requérants d'asile arrivant directement par avion. En effet, la grande majorité des requérants entrent par la voie terrestre dans l'espace UE et doivent donc être enregistrés et leur situation doit être évaluée dans un pays signataire de l'accord de Dublin. Les personnes qui ne se soumettent pas à cette procédure peuvent, selon ce traité UE, être renvoyés dans le pays de premier accueil. Côté suisse, ce principe s'applique en réalité à tous les requérants, puisque la Suisse est entourée d'Etats Dublin, mais il ne fonctionne pas dans la pratique. Néanmoins, Madame Sommaruga accueille des dizaines de milliers de requérants d'asile en Suisse. L'accord de Dublin ne vaut pas le papier sur lequel il est écrit et nos autorités d'asile échouent lamentablement. Comme si cela ne suffisait pas, la ministre de la justice a commencé à faire venir directement par avion des migrants depuis la Libye. La Confédération agit donc elle aussi comme une organisation de passeurs et déclenche ainsi de nouvelles migrations massives depuis l'Afrique. L'UDC est seule à combattre cette mauvaise politique d'asile qui durant des décennies va provoquer des coûts récurrents de milliards de francs et ruiner nos communes.

Adrian Amstutz, conseiller national, Sigriswil (BE)

Interview du conseiller national Jean-François Rime, président de l'USAM

Ne mettons pas tous nos œufs dans le panier européen !



Jean-François Rime, conseiller national et chef d'entreprise, met en garde contre une soumission au diktat de Bruxelles par l'assujettissement au système juridique européen. Domicilié à Bulle, il est marié et père de trois fils adultes. Il préside depuis mai 2012 l'Union suisse des arts et métiers.

En tant que président de l'Union suisse des arts métiers, qui compte quelque 300 000 entreprises, vous avez des défis historiques à relever en politique économique extérieure. Que faut-il faire ou ne pas faire pour soutenir la force économique de la Suisse?

A mes yeux, nos forces dans le contexte global sont notre capacité novatrice, notre compétitivité, l'attractivité de notre économie ainsi que l'efficacité et la productivité de nos entreprises. Ces qualités nous permettent de nous élever au-dessus de la moyenne. Elles doivent être sauvegardées et développées. En aucun cas nous ne devons déléguer à l'étranger la responsabilité de notre succès économique. Ce serait désastreux pour nous d'attendre que d'autres résolvent nos problèmes.

Quels sont les principaux points d'intervention de votre stratégie?

Je cite deux points: la force du franc suisse, respectivement la faiblesse de l'euro, et le coût de régulation. La Suisse ne pouvant exercer une influence directe sur les problèmes de l'UE, nous devons intervenir à d'autres niveaux. Les entreprises ont déjà fait des efforts considérables, alors que la politique est en retard en continuant de provoquer des coûts de régulation beaucoup trop élevés. Nous savons au moins depuis 2010 que nous nous handicapons nous-mêmes par cette politique. Les frais de régulation évitables et superflus absorbent quelque 10 milliards de francs de notre produit intérieur brut. Des projets permettant d'atténuer ces handicaps, que nous nous imposons nous-mêmes face à la concurrence étrangère, reposent depuis 2013 dans les tiroirs du Conseil fédéral.

La supposition selon laquelle le Conseil fédéral se concentre avant tout sur les relations avec l'UE est-elle exacte ou cette impression est-elle trompeuse?

Elle est parfaitement exacte! Il est juste

de concentrer l'attention sur l'UE qui est notre principal partenaire commercial et dont la Suisse est également une cliente importante. Nous devons cependant veiller à ne pas accroître notre dépendance de l'UE, car nous risquons ainsi de provoquer une concentration des risques. Les possibilités et les chances économiques de la Suisse dépassent largement l'espace UE. Je rappelle à ce propos que la Suisse a été le premier pays d'Europe à

conclure un accord de libre-échange avec la Chine en 2014.

Comment la politique économique extérieure de la Suisse doit-elle se positionner par rapport à l'UE?

Il s'agit avant tout d'exploiter et de développer les avantages et les bonnes conditions qu'offrent les accords bilatéraux avec l'UE. Les compétences négociatrices de notre diplomatie économique sont plus importantes que jamais. Il ne s'agit pas d'être arrogant et présomptueux, mais de faire preuve d'assurance en nous souvenant de nos forces. Ce n'est que de cette manière que l'autre partie aux négociations nous prendra au sérieux. Un politicien qui accepte tout et n'importe quoi dans des gestes d'obéissance anticipée a perdu la partie avant de pouvoir s'asseoir à la table des négociations à Bruxelles. Les lamentables régulations que nous nous imposons à nous-même, connues sous le vocable de «swiss finish», sont un véritable poison pour notre économie. En jouant constamment les premiers de classe, nous suivons à la lettre ces réglementations qui

nous entravent inutilement – juste pour faire plaisir à nos partenaires dans les négociations. Le principal effet est que nous nous affaiblissons nous-mêmes.

Comment jugez-vous les effets de l'accord-cadre institutionnel que l'UE veut imposer à la Suisse?

Je mets en garde contre une soumission servile au diktat de Bruxelles par l'assujettissement au système juridique européen. Notre marge de manoeuvre globale en serait supprimée et notre position serait durablement affaiblie. Car il est souvent juste et utile que nous agissions autrement que l'UE et que nous nous engagions dans une voie de développement différente. En acceptant un accord-cadre au goût de l'UE, le petit Etat qu'est la Suisse disparaîtrait de l'échiquier international, même sans adhésion à l'UE. Une alternative meilleure consiste à entretenir soigneusement les accords bilatéraux parce que ce système contractuel nous garantit la sécurité du droit. Les accords bilatéraux ont été négociés entre partenaires égaux, où aucun partenaire n'est soumis à l'autre.



La démocratie directe est une épine dans le pied de l'UE.



Saviez-vous que ...

... la Suisse est l'un des principaux partenaires commerciaux de l'UE?

Bien que l'UE fasse du commerce avec le monde entier, la Suisse était également en 2016 le troisième partenaire commercial de l'Union européenne. 7,7% (264 milliards d'euros) du total des échanges de marchandises de l'UE ont passé par la Suisse. Les deux premières places étaient occupées par la Chine (15,2%) et les Etats-Unis (17,7%). La Suisse est donc un partenaire commercial plus important pour l'UE que la Russie (5,5%), la Turquie (4,2%) ou le Japon (3,6%).

... la Suisse compte plus de chômeurs que l'Allemagne?

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le chômage des jeunes a atteint en moyenne annuelle 8,6% en Suisse en 2016 contre seulement 7% en Allemagne. Le même constat vaut pour le taux de chômage général qui était en 2016 de 5% en Suisse et de 4,1% en Allemagne.

... la Suisse connaît une croissance négative de la productivité depuis l'entrée en vigueur de la complète libre circulation des personnes?

La productivité de la Suisse affiche depuis 2007 une croissance négative. Durant la décennie précédente, nous bénéficions encore une croissance annuelle de près de 2% (BCA Research 2017).

Verena Herzog, conseillère nationale, Frauenfeld (TG)



Quelles sont les exigences de l'accord-cadre?

A la fin 2012, l'UE a annoncé à la Suisse qu'elle ne poursuivrait les négociations bilatérales qu'à la condition que la Suisse se rattache plus étroitement à l'UE par le biais d'un accord-cadre institutionnel. En clair: pour avoir accès au marché intérieur de l'UE, notre pays doit accepter sans condition le droit actuel et futur de l'UE et se soumettre aux jugements de la Cour de justice de l'UE. Cette dernière tranche les éventuelles divergences par des décisions sans appel. Si la Suisse ne peut ou ne veut pas appliquer ces jugements, l'UE peut prendre des sanctions (mesures punitives) contre la Suisse. Un tel accord-cadre aurait des conséquences extrêmement graves pour la Suisse:

- Bruxelles décide seule si une loi de l'UE concerne ou non les accords bilatéraux conclus avec la Suisse. La Suisse devrait appliquer toutes les lois de l'UE touchant

aux accords bilatéraux. Les accords bilatéraux répondent au droit en vigueur au moment de leur conclusion. Depuis, le droit de l'UE s'est développé. Selon Bruxelles, plusieurs accords bilatéraux ne répondent plus au droit actuel de l'UE.

- en cas de divergence d'interprétation des accords bilatéraux, la Cour de justice de l'UE tranche seule et sans appel. La Suisse serait contrainte de reconnaître et d'appliquer les jugements d'un tribunal de la partie adverse. Si elle refuse de s'y soumettre, l'UE peut prendre des mesures punitives, appelées pudiquement «mesures compensatoires». Les accords bilatéraux actuels ne définissent pas de tribunaux chargés de trancher des litiges. Les éventuelles divergences sont réglées par la voie diplomatique sans menace de sanction.

- en lieu et place des «milliards pour la cohésion» versés actuellement de manière ponctuelle et facultative en contrepartie à l'accès au marché intérieur UE, la Suisse serait contrainte à des contributions annuelles.

- cet accord-cadre n'est pas un traité conclu entre partenaires égaux, mais constitue en réalité un traité de soumission de type colonial. Bien que tous les détails ne soient pas encore connus, il s'avère aujourd'hui déjà que l'accord impose à la Suisse de nombreuses obligations, mais ne lui donne aucun droit.

Un tel «accord d'amitié» visant à intégrer la Suisse dans le système de l'UE n'est pas compatible avec la démocratie directe qui régit l'Etat suisse. Il doit donc être combattu vigoureusement par le peuple et les cantons, l'instance politique suprême de notre pays.

A chaud!

Pourquoi offrir un milliard à l'UE?



Jean-Claude Juncker, président de la Commission UE, a fait une visite d'Etat à la Suisse en novembre dernier. Tout allait pour le mieux, en apparence du moins. La présidente de la Confédération Doris Leuthard était pleine d'enthousiasme. Jean-Claude Juncker susurrant des douces paroles d'amitié et parlait du beau temps. En contrepartie, le Conseil fédéral lui a promis un petit cadeau de 1,3 milliard de francs et Madame Leuthard a affirmé fièrement que ce don n'était pas lié à des intérêts, donc que la Suisse ne demandait aucune contrepartie.

Abattue en plein vol

La suite, on la connaît: la diplomatie leuthardienne basée sur des cadeaux financiers a volé en éclat. Le cadeau n'a rien rapporté. Gueule de bois à la Berne fédérale. Les déclarations lénifiantes de Juncker ont été suivies par un coup de poignard dans le dos de la présidente de la Confédération. Bruxelles – qui s'en étonnera? – ne donne pas dans la politique d'amitié, mais défend à présent ses intérêts. Le petit copain bruxellois de Madame Leuthard veut imposer par la force le mariage institutionnel de la Suisse avec l'UE et soumettre notre pays aux juges UE.

Chantage

Concrètement, l'UE exige que la Suisse reprenne à l'avenir automatiquement le droit UE. En cas de divergence d'opinion, la Cour de justice UE tranchera. Si la Suisse refuse, Bruxelles menace de prendre des mesures discriminant la place financière helvétique. Au moins savons-nous maintenant ce que l'UE de Monsieur Juncker entend par amitié: c'est l'amitié d'un parrain mafieux qui te casse amicalement le bras si tu t'opposes à ses exigences.

Tromperie

La Suisse fait aujourd'hui les frais du double jeu que le Conseil fédéral et ses diplomates jouent depuis des années: d'un côté, on promet à Bruxelles qu'on finira bien par rapprocher et faire entrer la Suisse rebelle dans l'UE par la voie bilatérale, de l'autre côté et face au public suisse, on assure que l'objectif final n'est rien d'autre que l'indépendance bilatérale. L'UE a forcément fini par se rendre compte de cette tromperie et elle est furieuse. On peut même la comprendre.

Et la suite des événements?

Quelle sera la suite des événements? Il est grand temps que le Conseil fédéral parle clairement à l'UE: la Suisse veut de bonnes relations avec l'UE, mais elle ne veut pas adhérer à l'UE et elle ne veut pas être encadrée par l'UE. Elle ne veut pas reprendre automatiquement du droit UE et reconnaître des juges étrangers. Nous ne voulons pas non plus distribuer 1,3 milliard de francs à des pays qui, grâce à ce sponsoring, peuvent baisser leurs impôts pour attirer nos entreprises chez eux. Et nous voulons gérer nous-mêmes l'immigration sur notre territoire.

Non à un mariage forcé

L'UE n'entendra pas avec plaisir ces déclarations, mais cela n'est pas trop grave. L'UE exige beaucoup de choses de la Suisse, mais la Suisse ne réclame rien de ce que pourrait lui donner l'UE. Voici donc nos conseils à la Berne fédérale: respirer à fond et demeurer ferme; oui à de bonnes relations, mais non à un mariage forcé avec l'Union européenne. Monsieur Juncker supportera cette offre amicale.

Roger Köppel, conseiller national, éditeur et rédacteur en chef de la «Weltwoche», Küsnacht (ZH)



Gagnez
ce concours
pas trop sérieux

Jouez maintenant sur:
www.udc.ch/concours

Testez votre connaissance de l'UDC

1. Quel est le logo de l'UDC Suisse?



MA Lune



AUT Soleil



EL Etoile

2. Que signifie UDC?



UO Union dominicale craquante



GI Union des cracks

Union
démocratique
du centre

OD Union démocratique du centre

3. Pour quels thèmes l'UDC s'engage-t-elle tout particulièrement?



ÉTE Liberté et indépendance



BAI Redistribution et réglementations étatiques



ITZ Adhésion à l'UE

4. Quel anniversaire avons-nous pu fêter le 6 décembre 2017 grâce à l'UDC?



BLA 25 ans Liberté d'opinion



OPI 25 ans 1er août férié



RMI 25 ans Non à l'EEE

5. Quels sont les conseillers fédéraux UDC actuellement en fonction?



YO Adolf Ogi et Christoph Blocher



NAT Ueli Maurer et Guy Parmelin



AH Christa Rigozzi et Linda Fäh

6. Quel événement a conduit à la fondation de l'UDC?



ION Fédération des partis paysans en 1971



LAR Fondation du club de youtze Seerose, 1952



UPF Bataille de Morgarten, 1315

Inscrire ci-dessous à la suite les caractères en rouge.

Mot de la solution:

1^{er} prix: visite guidée du Palais fédéral pour 4 personnes avec un parlementaire au choix, puis repas de midi

2^e prix: panier paysan garni de produits régionaux d'une valeur de 300 francs

3^e prix: bon d'une valeur de 200 francs pour un brunch au Stockhorn, la montagne près du domicile d'Albert Rösti, président de l'UDC Suisse

Participez en ligne à l'adresse www.udc.ch/concours ou notez votre adresse ci-dessus, découpez le talon et envoyez-le dans une enveloppe pour le tirage au sort à l'adresse suivante:

UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, courriel info@udc.ch

Nom: _____

Prénom: _____

Rue: _____

NP Lieu: _____

Courriel / Mobile: _____

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre du Canton de Fribourg | www.udc-fr.ch



Ruedi Schläfli au Conseil d'Etat in den Staatsrat

Portrait

Directeur d'une PME (agriculteur d'un domaine de 85 ha), gérant d'un magasin d'apiculture, Ruedi Schläfli, 43 ans, sait garder les pieds sur terre.

Par son expérience de sportif (25 ans comme lutteur) et formateur de sportifs (15 ans à former plus de 600 lutteurs) au niveau cantonal, romand et fédéral, ce père de famille de deux enfants tend vers des valeurs telles que respect, sincérité, ténacité et réalisme. Par ses divers mandats dans le milieu professionnel, sportif et politique, Ruedi a une capacité organisationnelle

hors pair et un excellent sens d'adaptation. Député au Grand Conseil fribourgeois depuis 2011, il est président du parti cantonal depuis 2017. Toujours à l'écoute des personnes, il se dévoue sans compter pour atteindre ses objectifs. Ses qualités humaines et professionnelles font de lui une personne parfaitement intégrable dans un collège gouvernemental.



Ruedi Schläfli

**AGRICULTEUR
APICULTEUR
DÉPUTÉ**

Naissance
01.10.1974
Etat civil
Marié (2 enfants)

Président UDC FR
(depuis 2017)

Vice-président UDC FR
(2012-2017)

Membre du comité UDC
Sarine Campagne
(depuis 2011)

Membre de la Commission
de l'agriculture du
canton de Fribourg

Membre de la commission
du Marché-Concours
des taureaux de Bulle

**GRAND CONSEIL
(depuis 2011)**
Membre de la commission
des naturalisations

Commission des grâces,
Vice-président
(2011-2016)

**LANDWIRT
IMKER
GROSSRAT**

Geboren
01.10.1974
Zivilstand
Verheiratet (2 Kinder)

Président SVP FR
(seit 2017)

Vizepräsident SVP FR
(2012-2017)

Vorstandsmitglied der
SVP Saanenland
(seit 2011)

Mitglied der Landwirtschafts-
kommission des
Kantons Freiburg

Kommissionsmitglied des
Zuchtstiermarkts Bulle

**GROSSRAT
(seit 2011)**
Mitglied Einbürgerungs-
kommission

Begnadigungskommission,
Vizepräsident
(2011-2016)

Portrait

Naturverbunden durch seinen Beruf als Landwirt und Imker. Ruedi Schläfli, 43 Jahre alt, behält stets beide Füße am Boden.

Als ehemaliger Kranzschwinger ist er seit 2011 Mitglied des Grossen Rates in Freiburg. Von 2012 bis 2017 war er Vizepräsident der SVP Freiburg und seit 2017 Kantonalpräsident.

Ein Mann, nahe bei der Bevölkerung

Ruedi Schläfli kommt aus einer Sportlerfamilie. Ihm wurden Werte wie Respekt, Aufrichtigkeit, Hartnäckigkeit

und Realismus in die Wiege gelegt. Durch seine verschiedenen Mandate im beruflichen, sportlichen und politischen Umfeld verfügt Ruedi über die grosse Fähigkeit sich zu integrieren, den Menschen zuzuhören und zielstrebig auf eine Sache hinzuarbeiten. Seine menschlichen und beruflichen Qualitäten machen ihn zu einem guten Teamplayer in einer Regierung.

Seine politische Verpflichtung

Ruedi Schläfli setzt sich für eine realistische, respektvolle und vernünftige Politik für alle ein, bei der er eine pragmatische aber auch zukunftsorientierte Vision für den Kanton Freiburg hat.

Ziel ist es, den KMU und Landwirten maximale Handlungsfreiheit bei optimaler Entwicklung zu ermöglichen, mit Vereinfachung der Verwaltungsverfahren. Er kämpft für die Förderung des dualen Ausbildungssystems, die Etablierung einer aktiven und effizienten Bodenpolitik und die Bewahrung der kommunalen und kantonalen Autonomie nach den Prinzipien des Föderalismus.

Er setzt sich ein für eine Agrarpolitik, in der die Bauernfamilien fair behandelt werden, eine sichere Lebensmittelversorgung für die Bevölkerung aus einer umweltfreundlichen und nachhaltigen Agrarproduktion sowie eine schnelle Umsetzung der Reform der Unternehmensbesteuerung.

Son contrat politique

Ruedi Schläfli s'engage pour une politique réaliste, respectueuse et empreinte de bon sens en faveur de toutes et tous; il saura avoir une vision pragmatique mais aussi futuriste pour le canton de Fribourg.

Ses objectifs seront d'octroyer aux PME et aux agriculteurs une liberté de fonctionnement maximale avec un développement optimal. Il souhaite simplifier les procédures d'autorisations et administratives en général, encourager le système de formation dual,

soutenir la mise en place d'une politique foncière active et efficace, préserver l'autonomie communale et cantonale selon les principes du fédéralisme et mettre en œuvre rapidement la réforme de l'imposition des entreprises.

**Ruedi Schläfli au Conseil d'Etat
in den Staatsrat**

L'Union Démocratique du Centre du Canton de Fribourg se présente

Pourquoi sommes-nous UDC ? Parce que nous sommes Unis, Décidés et Compétents. Ainsi, l'organisation de l'UDC fribourgeoise correspond à la structure d'une entreprise bien organisée et bien dirigée.



Le Bureau de l'UDC Fribourg lors d'une conférence de presse.

Président cantonal et député, Ruedi Schläfli peut compter sur un appui efficace de ses trois vice-présidents, Christophe Blaumann, Sébastien Bossel, Adrian Brügger et sur une administration (secrétariat et trésorerie) à temps partiel.

L'UDC fribourgeoise est solidement implantée dans tous les districts et la ville de Fribourg. Nos élus à l'échelon fédéral, cantonal et communal défendent une politique de bon sens et constructive pour le bien de notre population. En étant toujours à l'écoute et proche de la population, notre parti est fier de relever qu'il présente une composition équilibrée et représenta-

tive. Nos membres sont issus de l'agriculture, des professions libérales, des arts et métiers. Nous comptons

« L'UDC-Fribourg est solidement implantée dans tous les districts et la ville de Fribourg. »

aussi des médecins, des ouvriers, des fonctionnaires, des avocats, des enseignants, etc. Les femmes UDC sont

très présentes et très actives. Deux de nos sections de district sont aujourd'hui présidées par des femmes. Une première en cette année 2018 : le Tribunal cantonal est présidé par une femme UDC et une femme UDC a été élue présidente d'un tribunal de district en octobre 2017.

Des actions importantes de l'UDC cantonale durant la dernière législature nous redevons l'initiative « pour des hôpitaux proches des citoyens », avec plus de 13'600 signatures. Une deuxième initiative UDC contre le « Centre islam et société de l'université de Fribourg » a récolté quant-à-elle plus de 8'700 signatures.

Ziele der SVP-Grossratsfraktion

Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei des Grossen Rates legt anhand ihrer acht politischen Kernthemen die Strategie für die Legislaturperiode 2017 bis 2021 dar.

Infolge der bei den kantonalen Wahlen erzielten Resultaten hat die Fraktion auf der Grundlage des kantonalen Wahlprogramms ihre neue Strategie ausgearbeitet. Die Fraktion ist überzeugt, damit eine noch bedeutendere politische Präsenz zu erzielen, unabhängig zu bleiben und eine thematisch starke und sachbezogene Haltung einzunehmen. Diese Gesamtstrategie beinhaltet insgesamt acht politische Kernthemen.

Im Bereich der Wirtschaft und Beschäftigung besteht das Ziel darin, den KMU und Landwirtschaftsbetrieben einen möglichst grossen Handlungsspielraum für eine optimale Entwicklung zu erreichen, z.B. durch eine Vereinfachung der Bewilligungs- und Verwaltungsverfahren oder gezielten Steuererleichterungen.

Auch die Familien, die ihre Kinder selber betreuen und damit das klassische Familienmodell leben, sollen steuerlich begünstigt werden.

Die SVP-Grossratsfraktion setzt sich weiter für einen schlanken und effizienten Staat ein. Das Beschäftigungswachstum im öffentlichen Sektor gilt es zu stoppen, und die Weichen statt-

dessen so zu stellen, damit Stellen wieder vermehrt im Privatsektor geschaffen werden.

Die Steuerreform 17 muss rasch umgesetzt werden mit dem Ziel, Freiburg gegenüber seinen Nachbarkantonen wirtschaftlich und steuerlich konkurrenzfähig zu erhalten.

« Es geht prioritär darum, die Interessen der Gesellschaft gegenüber denjenigen von Kriminellen voran zu stellen. »

Im Bereich der Sicherheit und Kriminalität geht es prioritär darum, die Interessen der Gesellschaft gegenüber denjenigen von Kriminellen voran zu stellen. Für die SVP-Fraktion ist es zudem zentral, dass die Polizei gestärkt wird und die bestehenden Gesetze strikt angewendet werden.

Das Schulgesetz soll umgesetzt werden, ohne dass die kleineren Gemein-

den benachteiligen werden. Als erste zu erlernende Fremdsprache sollen unsere Landessprachen priorisiert werden. Die schulische Ausbildung muss sich weiter an den praktischen Anforderungen des Berufslebens ausrichten.

Im Bereich der sozialen Sicherheit und im Gesundheitswesen steht die SVP für die Entwicklung eines Gesundheitsnetzes in ländlichen Gebieten bei gleichzeitiger Sicherstellung einer raschen und bürgernahen Notfallbetreuung.

In der Raumplanung gilt es für die produzierende Landwirtschaft ausreichend landwirtschaftliche Flächen zu erhalten. Dieses Ziel gilt es mittels einer aktiven und wirkungsvollen Bodenpolitik zu erreichen.

Schliesslich will sich die SVP dafür einsetzen, dass die direkte Demokratie respektiert und die Gemeinde und Kantonsautonomie gemäss dem Prinzip des Föderalismus bewahrt wird. Zudem soll die Ausdehnung des staatlichen Einflusses eingeschränkt werden und die Aufgaben und Lasten zwischen Staat und Gemeinden entflochten werden.

Le groupe UDC au Grand Conseil

Le groupe de l'Union Démocratique du Centre se donne une stratégie politique pour la nouvelle législature 2017 à 2021. Suite aux résultats obtenus lors des dernières élections cantonales, le groupe a établi sa nouvelle stratégie sur la base du programme politique de l'UDC du Canton de Fribourg. Ainsi le groupe pourra fournir une présence politique encore plus importante, rester autonome et avoir une présence thématique plus pertinente. Cette stratégie politique concerne au total huit thèmes politiques clés pour le groupe.

Dans le domaine de l'économie et l'emploi le groupe UDC a comme objectif d'octroyer aux PME et aux agriculteurs une liberté de fonctionnement maximale pour un développement optimal et de simplifier les procédures d'autorisations et administratives en général ainsi qu'alléger fiscalement les PME afin de promouvoir leur compétitivité.

L'UDC fribourgeoise souhaiterait permettre à avantager fiscalement les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants et soutenir la famille traditionnelle.

S'agissant du fonctionnement de l'Etat, nous sommes d'avis qu'il faut mettre en œuvre toutes les mesures structurelles d'économies afin d'assurer un Etat plus efficient et moins gourmand. Pour ce faire, il faut aussi développer l'emploi dans le secteur privé et limiter la croissance de l'emploi public.

Pour ce qui est de la fiscalité, une mise en œuvre rapide de la réforme de l'imposition des entreprises III est indispensable, en disposant des marges de manœuvre nécessaires pour rendre notre canton compétitif par rapport à ses voisins.

Concernant la sécurité et criminalité, il s'agit de faire passer l'intérêt de la société avant celui des agresseurs, soute-

nir les actions de la police sur le terrain et défendre une application stricte de la législation.

Au niveau de la formation, l'application de la loi scolaire ne doit pas prêter les petites communes. De plus, il faut donner la priorité aux langues nationales dans l'apprentissage de la première langue étrangère et mettre l'école sur la voie des exigences de la vie professionnelle.

Dans les domaines de la sécurité sociale et de la santé, notre groupe veut favoriser le développement du tissu médical en zones périphériques et assurer une prise en charge rapide des urgences par la proximité.

« Il s'agit de faire passer l'intérêt de la société avant celui des agresseurs. »

L'aménagement du territoire doit permettre de maintenir des terres agricoles suffisantes pour une agriculture productive et de soutenir la mise en place d'une politique foncière active qui soit efficace.

Enfin et de manière générale, notre groupe continuera de défendre le respect de la démocratie directe, l'autonomie communale et cantonale selon les principes du fédéralisme et la limitation de l'extension de l'emprise étatique tout en poursuivant le désenchevêtrement des tâches et charges entre Etat et communes.



Katharina Thalmann-Bolz, présidente du Grand Conseil en 2014.

Des jeunes qui s'engagent pour notre Canton !

La section des Jeunes UDC Fribourg a été fondée en 2005. Composée d'environ 120 jeunes âgés de 16 à 35 ans, elle a pour objectif de représenter une vision jeune de la politique et d'assurer la relève pour la Suisse de demain. Elle se veut donc engagée et dynamique !

Active dans la rue, sans oublier sur les réseaux sociaux où les Jeunes UDC Fribourg sont parmi les plus engagés du Canton, la section Jeunes sait aller au contact de la jeunesse tout en restant à l'écoute de ses aînés. Son but est de défendre les valeurs qui font la réussite de la Suisse, mais aussi de se battre pour défendre un rêve né il y a plus de 700 ans sur la prairie du Grütli, à savoir une Suisse libre, indépendante et solidaire.

Pour ce faire, notre section réunit des jeunes d'horizons linguistiques, associatifs et professionnels tout aussi différents que variés. Ces jeunes se battent pour davantage de sécurité, mais également pour les PME qui font la réussite de notre économie. Ils se dévouent pour notre patrimoine culturel, notre identité, ainsi que leur transmission aux générations futures. Enfin, ils s'attachent à cette agriculture nourricière que nous nous devons de protéger. Les combats à venir seront nombreux et nous lutterons sans relâche contre une adhésion insidieuse et sournoise à l'Union européenne ainsi que contre le chantage de Bruxelles.

Les Jeunes UDC Fribourg proposent à leurs membres un panel d'activités



Les Jeunes UDC sont actifs partout afin de défendre les valeurs de la Suisse.

dans le but de s'engager pour la politique cantonale et nationale et apprendre les ficelles du métier de politicien. Nous organisons et participons tout au long de l'année à de nombreux débats dans le but de former nos jeunes à l'art de la rhétorique, mais aussi à partager nos arguments avec la population. Nous récoltons des signatures pour diverses initiatives ou référendums et allons ainsi à la rencontre des citoyens. Nous lançons des motions populaires cantonales, par exemple, dans le but de demander l'apprentissage de l'hymne national

dans les écoles ou de sensibiliser les élèves aux enjeux de l'agriculture locale. Toutes ces activités sont évidemment agrémentées de sorties récréatives et de rencontres dans toute la Suisse.

En tant que section de l'UDC Fribourg, nous participons à la vie du Parti cantonal, pour qui les jeunes et la relève sont une priorité. A ce titre, nos membres sont délégués dans différents organes du Parti comme l'Assemblée des délégués ou le Comité central cantonal où une vingtaine de

nos membres sont représentés. Enfin, nous sommes également présents dans les nombreuses élections que connaît la vie politique suisse. Les Jeunes UDC Fribourg ont en effet présenté 7 candidats au Conseil national lors des élections fédérales de 2015, un pari ambitieux qui a permis de récolter 1,3% des suffrages et ainsi contribué à l'obtention d'un second siège UDC au Conseil national. Entre temps, nous avons par ailleurs obtenu une vingtaine d'élus communaux et avons eu la chance de compter 28 jeunes candidats lors des élections cantonales de 2016, faisant de l'UDC le parti avec la meilleure représentation des jeunes.

Les Jeunes UDC Fribourg ont l'ambition d'assurer la relève, mais surtout d'appuyer leurs aînés dans les combats politiques d'aujourd'hui et de demain, pour le bien de notre Canton et de notre pays. C'est pourquoi nous nous réunissons sous la devise « Qui veut l'avenir, vote l'avenir ».



Anthony Marchand,
Président Jeunes
UDC FR,
23 ans,
Vesin



Rejoins-nous !

- Tu as entre 16 et 35 ans ?
- La politique nationale et cantonale t'intéresse ?
- Tu souhaites t'engager pour les valeurs helvétiques que nous défendons ?
- Tu soutiens une politique économiquement libérale et moralement conservatrice ?

Deviens membre sur www.judc-fr.ch

Nous soutenir ?
CH39 0076 8250 1187 0510 2
Jeunes UDC Fribourg
Case postale 851
1701 Fribourg



Nos activités

- Organisations et participation à des débats
- Récoltes de signatures pour les référendums et initiatives populaires
- Lancement de motions populaires
- Actions politiques et campagnes en vue de votations populaires
- Délégations aux différentes instances du Parti
- Participation aux élections à tous les échelons
- Activités récréatives et rencontres intercantionales

Quelques chiffres

- Section fondée en 2005
- 120 membres actifs
- Plus de 1'200 personnes abonnées à la page Facebook
- 28 jeunes candidats lors des élections cantonales de 2016
- 45'631 voix récoltées par des jeunes lors des dernières élections cantonales
- 22 délégués au comité central de l'UDC Fribourg
- 24 élus communaux et 2 députés
- 1,3 % des voix lors des élections de 2015 (8'425 voix)



7 questions à Ruedi Schläfli

Notre candidat à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat du 4 mars prochain Ruedi Schläfli se prête au jeu de notre interview et nous explique clairement pourquoi il est l'homme de la situation.

Ruedi Schläfli, qu'est-ce qui vous a décidé à vous lancer dans la course à la succession de Madame Garnier au Conseil d'Etat ?

De par mon expérience professionnelle, politique et sportive, je pense répondre aux exigences de ce poste. Après plus de 20 ans, l'heure est enfin venue que l'UDC fribourgeoise soit à nouveau représentée au Conseil d'Etat.

Si vous êtes élu en mars prochain, vous prendrez certainement la direction des institutions, de l'agriculture et des forêts. Quelle sera alors votre priorité ?

Mon premier but est de ramener la sérénité dans cette direction. J'emploierai ensuite rapidement les

dossiers sensibles tels que ceux de la préfecture de la Sarine, de la construction de la nouvelle ferme de Grange-neuve, de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac et de la fusion du Grand-Fribourg.

Quels sont vos atouts pour cette fonction ?

Une capacité d'écoute importante, du pragmatisme, un parfait bilinguisme, une connaissance du terrain, des connaissances des dossiers actuels, une habitude de diriger une équipe et un grand attrait pour relever des défis.

On dit volontiers des lutteurs qu'ils ont un fort caractère et qu'ils sont mauvais perdants, est-ce votre cas ? Une telle pugnacité est-elle compatible avec une fonction de conseil-

ler d'Etat au sein d'un collègue ?

Les lutteurs ont forcément un fort caractère pour affronter les épreuves. Dans ce sport, j'ai appris la réussite comme la défaite. Les deux sont des qualités indispensables dans une carrière sportive, professionnelle et politique, ce qui à mon avis est tout à fait compatible avec une fonction de Conseiller d'Etat au sein d'un collègue.

Est-ce que la candidature du PLR est légitime ? Le parti est à 18% et compte déjà un représentant au Conseil d'Etat alors que l'UDC, avec ses 20%, n'est toujours pas représentée.

J'aurais préféré partir seul, mais chaque parti ainsi que toute citoyenne et



tout citoyen éligible de ce canton, a le droit de se présenter à toutes les élections. Cela fait la force de notre démocratie.

Tout le monde se souvient du succès de la Fête fédérale de lutte d'Estavayer en 2016 auquel vous avez grandement contribué. Qu'en avez-vous retiré qui pourra vous être utile par la suite en cas d'élection ?

De cette fabuleuse expérience, je retiens principalement que le canton de Fribourg a les moyens de relever de grands défis et de les concrétiser.

Une dernière phrase pour convaincre les indécis de voter Schläfli le 4 mars prochain ?

Empreint de bon sens, je suis un homme qui va au bout de ses convictions pour le bien de la population.

Ergänzungswahl in den Staatsrat
vom 4. März 2018

Election complémentaire au Conseil
d'Etat du 4 mars 2018

LE BON SENS TERRIEN À FRIBOURG BODENSTÄNDIG FÜR FREIBURG

RUEDI SCHLÄFLI

au Conseil d'Etat
in den Staatsrat



www.ruedischlaefli.ch

facebook



7 Fragen an Ruedi Schläfli

Ruedi Schläfli, warum haben Sie sich entschieden, das Rennen um die Nachfolge von Frau Garnier im Staatsrat anzutreten?

Mit meiner beruflichen, politischen und sportlichen Erfahrung denke ich, dass ich bestens für diese Herausforderung geeignet bin. Nach mehr als 20 Jahren soll es endlich so weit sein, dass die SVP Freiburg wieder im Staatsrat vertreten ist.

Wenn Sie im März gewählt werden, werden Sie sicherlich für die Direktion Institutionen, Land- und Forstwirtschaft verantwortlich sein. Was wird Ihre Priorität sein?

Mein erstes Ziel wird es sein, Ruhe in die Direktion zu bringen, um dann schnell die heiklen Themen in der Direktion zu behandeln, wie das Oberamt der Saane, den Bau des neuen Stalles in Grangeneuve, die Fischzucht von Estavayer-le-Lac und die Fusion von Gross-Freiburg.

Was sind Ihre Stärken für diese Funktion?

Wichtige Fähigkeiten und Stärken sind das Zuhören, meine Zweisprachigkeit, ich bin ein Praktiker, kann ein Team führen und habe gute Kenntnisse der wichtigsten Themen im Kanton und freue mich über neue Herausforderungen.

Schwinger haben oft einen starken Charakter und sind schlechte Verlierer. Trifft das auch auf Sie zu? Ist eine solche Kampflust mit einer Stellung eines Staatsrats in einem Kollegium vereinbar?

Schwinger haben keine Angst vor Herausforderungen. Als Schwinger habe ich Erfolge wie auch Niederlagen erlebt. Beides sind unverzichtbare Qualitäten in einer sportlichen, beruflichen und politischen Karriere, die meiner Meinung nach gut mit einer Position eines Staatsrats innerhalb eines Kollegiums vereinbar sind.

Ist die FDP-Kandidatur gerechtfertigt? Die Partei hat

18% Wähleranteil und hat bereits einen Vertreter im Staatsrat, während die SVP mit ihren 20% immer noch nicht vertreten ist?

Ich hätte es vorgezogen, allein ins Rennen zu gehen. Jede Partei und jeder Stimmbürger dieses Kantons hat jedoch das Recht, sich zur Wahl zu stellen. Das ist die Stärke unserer Demokratie.

Jeder erinnert sich an den Erfolg des Eidgenössischen Schwingfestes in Estavayer im 2016, zu dem Sie viel beigetragen haben. Was können Sie aus diesem Erfolg für den Alltag mitnehmen?

Es zeigt, dass der Kanton Freiburg die Mittel hat, große Herausforderungen anzunehmen und umzusetzen.

Ein letzter Satz um die Unentschlossenen davon zu überzeugen, Schläfli am 4. März zu wählen?

Ich bin ein Mann mit gesundem Menschenverstand, der mit seinen Überzeugungen sich für das Wohl der Freiburgerinnen und Freiburger einbringt.



Nous prenons nos responsabilités

... au Palais fédéral

64 conseillères et conseillers nationaux UDC

Canton d'Argovie



Thomas Burgherr
01.08.1962, Maître-charpentier
Entrepreneur, 3 enfants, Willberg



Sylvia Flückiger-Bäni
01.06.1952, Entrepreneur,
2 enfants, Schöffland



Ulrich Glezendanner
31.10.1953, Entrepreneur,
3 enfants, Rothrist



Andreas Glarner
09.10.1962, Entrepreneur,
2 enfants, Oberwil-Lieli



Hansjörg Knecht
24.03.1960, Entrepreneur,
Leibstadt



Maximilian Reimann
07.05.1942, Dr. iur. Juriste,
2 enfants, Gifp-Oberfrick



Luzi Stamm
09.09.1952, Avocat,
3 enfants, Baden-Dättwil

Canton d'Appenzell Rhodes extérieures



David Zuberbühler
20.02.1979, Entrepreneur,
2 enfants, Herisau

Canton de Bâle Ville



Sebastian Frehner
02.09.1973, Dr. iur., Juriste,
entrepreneur, 1 enfant, Bâle

Canton de Bâle Campagne



Thomas de Courten
29.07.1966, Entrepreneur,
3 enfants, Rütenberg



Sandra Sollberger
27.10.1973, Maître-peintre,
entrepreneur, 2 enfants, Bubendorf

Canton de Berne



Andreas Aebi
26.11.1958, Dipl. agr. Agriculteur,
entrepreneur, 3 enfants,
Alchenstorf



Adrian Amstutz
02.12.1953, Entrepreneur,
3 enfants, Sigriswil



Manfred Bühler
10.04.1979, Avocat, Cortébert



Andrea Geissbühler
03.08.1976, Policière, thérapeute,
3 enfants, Bäriswil



Erich Hess
25.03.1981, Conducteur de
camions, entrepreneur, Berne

Canton de Berne



Nadja Pieren
14.02.1980, Spécialiste de la
conduite, Dipl. spécialiste de la
petite enfance, Burgdorf



Albert Röstli
07.08.1967, Dr. ing. agr. ETH,
Entrepreneur, 2 enfants, Uetendorf



Werner Salzmann
05.11.1962, Dipl. ing. agr. FH,
Chef expert agricole, 4 enfants,
Mülchi



Erich von Siebenthal
30.12.1958, Agriculteur de
montagne, Directeur de remontés
mécaniques, 3 enfants, Gstaad

Canton de Fribourg



Pierre-André Page
19.04.1960, Agriculteur, 3 enfants,
Châttonnaye



Jean-François Rime
28.06.1950, Entrepreneur,
3 enfants, Bulle

Canton de Genève



Céline Amaudruz
15.03.1979, lic. iur. gestionnaire
de fortune, Genève



Yves Nidegger
17.05.1957, Avocat, 5 enfants,
Genève

Canton des Grisons



Heinz Brand
06.09.1955, Juriste, Klosters



Magdalena Martullo-Blocher
13.08.1969, lic.oec., Entrepreneur,
3 enfants, Meilen

Canton de Lucerne



Yvette Estermann
26.02.1967, Médecin, 1 enfant,
Kriens



Franz Grüter
29.07.1963, Entrepreneur,
3 enfants, Eich



Felix Müri
22.01.1958, Entrepreneur,
4 enfants, Emmenbrücke

Canton de Nidwald



Peter Keller
22.04.1971, Lic. phil.,
Auteur /journaliste, Hergiswil

Canton de Schaffhouse



Thomas Hurter
01.11.1963, Pilote de ligne,
2 enfants, Schaffhausen

Canton de Saint Gall



Toni Brunner
23.08.1974, Agriculteur,
Ebnat-Kappel



Roland Rino Büchel
08.11.1962, Sportmanager,
Entrepreneur, 1 enfant, Oberriet



Barbara Keller-Inhelder
24.08.1968, Femme d'affaires,
2 enfants, Rapperswil-Jona



Thomas Müller
01.12.1952, lic. iur., Président de
commune, 3 enfants, Rorschach



Lukas Reimann
18.09.1982, M.Law, Juriste, Wil

Canton de Soleure



Christian Imark
29.01.1982, Polymécanicien,
Directeur des ventes, Fehren



Walter Wobmann
21.11.1957, Employé de
commerce, Responsable des
ventes, 3 enfants, Gretzenbach

Canton de Schwyz



Marcel Dettling
01.02.1981, Agriculteur, 3 enfants,
Oberiberg



Pirmin Schwander
28.12.1961, Dr.oec.publ,
Entrepreneur, 2 enfants, Lachen

Canton de Thurgovie



Diana Gutjahr
13.01.1984, Economiste,
Entrepreneur, Romanshorn



Markus Hausammann
20.09.1964, Agriculteur,
4 enfants, Langrickenbach



Verena Herzog
07.02.1956, Puéricultrice / femme
d'affaire, 3 enfants, Frauenfeld

Canton du Tessin



Marco Chiesa
10.10.1974, directeur d'EMS,
2 Enfants,
Lugano

Canton d'Uri



Beat Arnold
24.04.1978, Dipl. ing., Dipl.
ingénierie de gestion, 1 enfant,
Schattdorf

Canton de Vaud



Michaël Buffat
27.09.1979, Responsable
d'agence bancaire, Vuarrens



Alice Glauser-Zufferey
18.10.1954, Agricultrice,
4 enfants, Champvent



Jean-Pierre Grin
16.03.1947, Agriculteur, 3 enfants,
Pomy



Jacques Nicolet
24.10.1965, Agriculteur,
4 enfants, Lignerolle

Canton du Valais



Jean-Luc Addor
22.04.1964, Avocat, 2 enfants,
Savièse



Franz Ruppen
24.02.1971, Avocat et notaire,
Naters

Pour la Suisse...

Canton de Zoug



Thomas Aeschi
13.01.1979, lic. Oec. HSG Harvard
MPA, Consultant, Baar

Canton de Zurich



Hans Egloff
27.11.1959, Avocat, Aesch



Alfred Heer
12.10.1961, Directeur de PME,
Zürich



Roger Köppel
21.03.1965, Journaliste et
rédacteur en chef de la
Weltwoche, 3 enfants, Küsnacht



Thomas Matter
23.03.1966, Entrepreneur,
4 enfants, Zürich



Natalie Rickli
19.11.1976, Consultante en
communication, Winterthur



Gregor Rutz
12.10.1972, lic. iur., Entrepreneur,
Zürich



Jürg Stahl
16.01.1968, Pharmacien, Membre
de la direction, 1 enfant, Brütten

Canton de Zurich



Barbara Steinemann
18.06.1976, lic. iur., Juriste, Watt



Mauro Tuena
25.01.1972, Informaticien, Zürich



Hans-Ueli Vogt
05.12.1969, Professeur de droit
privé, Zürich



Bruno Walliser
11.04.1966, Maître-ramoneur,
2 enfants, Volketswil



Claudio Zanetti
16.06.1967, lic. iur., Consultant en
communication, Gossau

... au Conseil fédéral

5 conseillers aux Etats

Canton de Glaris



Werner Hösli
30.08.1961, Directeur d'EMS,
1 enfant, Haseln

Canton de Schaffhouse



Hannes Gormann
01.07.1956, Economiste de
gestion, 2 enfants, Opfertshofen

Canton de Schwyz



Peter Föhn
11.12.1952, Entrepreneur,
4 enfants, Muotathal

Canton de Thurgovie



Alex Kuprecht
22.12.1957, Relation-Manager,
2 enfants, Pfäffikon

2 conseillers fédéraux



Guy Parmelin
09.11.1959, Chef du Département
fédéral de la défense, de la
protection de la population et des
sports, Bursins (VD)



Ueli Maurer
01.12.1950, Chef du Département
fédéral des finances, 6 enfants,
Wernetschwil (ZH)

... dans les gouvernements cantonaux

23 conseillers d'Etat

Canton d'Argovie



Alex Hürzeler
01.06.1965, Chef du département
de la formation, de la culture et du
sport, Oeschgen



Franziska Roth
01.05.1964, Chef du département
de la santé et du social, 1 enfant,
Brugg

Canton d'Appenzell Rhodes extérieures



Köbi Frei
06.03.1959, Chef du département
des finances, 2 enfants,
Heiden

Canton de Berne



Christoph Neuhaus
10.05.1966, Chef de la direction
de la justice, des affaires communales
et des affaires ecclésiastiques,
1 enfant, Belp



Pierre-Alain Schnegg
13.12.1962, Chef de la direction
de la santé publique et de la
prévoyance sociale, 4 enfants,
Champoz

Canton de Bâle Campagne



Thomas Weber
23.11.1961, Chef de la direction
de la santé et de l'économie,
3 enfants, Buus

Canton de Glaris



Marianne Lienhard
17.07.1968, Chef du département
de la santé et de l'intérieur, Elm

Canton de Lucerne



Paul Winkler
13.04.1956, Chef du département
de la justice et de la sécurité,
2 enfants, Kriens

Canton de Nidwald



Ueli Amstad
19.02.1959, Chef de la direction
de la formation et de
l'environnement, 3 enfants, Stans



Res Schmid
25.02.1958, Chef de la direction
de la formation, 2 enfants, Stans

Canton de Saint Gall



Stefan Kölliker
09.09.1970, Chef du département
de la formation, 3 enfants,
Bronschhofen

Canton de Schaffhouse



Ernst Landolt
26.07.1953, Chef du département
de l'économie, 3 enfants,
Rüdlingen



Cornelia Stamm Hurter (à partir de 1.4.2018)
08.11.1961, Chef du département
des finances, 2 enfants,
Schaffhausen

Canton de Schwyz



Andreas Barraud
15.11.1957, Chef du département
de l'économie, 2 enfants, Bannau



René Bünler
21.05.1969, Chef du département
de l'environnement, 3 enfants,
Lachen



André Rügsegger
30.06.1976, Chef du département
de la sécurité, Brunnen

Canton de Thurgovie



Monika Knill
12.03.1972, Chef du département
de la formation et de la culture,
2 enfants, Alterswil



Jakob Stark
08.09.1958, Chef du département
des finances et du social,
2 enfants, Buhwil

Canton du Tessin



Norman Gobbi
23.03.1977, chef du département
de la justice et de la sécurité,
2 enfants, Quinto

Canton de Zoug



Stephan Schleiss
26.12.1972, Chef de la direction
de la formation et de la culture,
Steinhausen



Heinz Tännler
10.05.1960, Chef de la direction
des finances, 3 enfants, Zoug

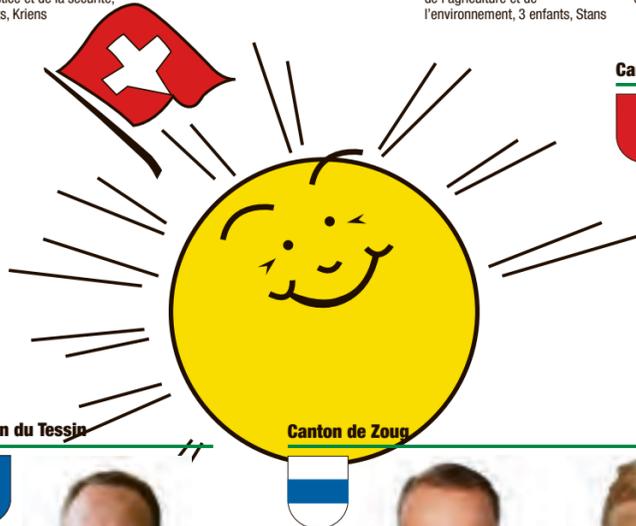
Canton de Zurich



Markus Kägi
25.02.1954, Président du Conseil
d'Etat, chef de la direction des
travaux, 2 enfants, Niederglatt



Ernst Stocker
20.04.1955, Chef de la direction
des finances, 2 enfants, Wädenswil



L'UDC au Conseil fédéral



Guy Parmelin

Né le 9 novembre 1959

Marié

Originaire de Bursins (VD)

Conseiller fédéral depuis 2015

Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

Guy Parmelin a été élu au Conseil fédéral en tant que deuxième conseiller fédéral UDC lors des élections générales au gouvernement de 2015. Dernier élu au Conseil fédéral, il a hérité du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) des mains d'Ueli Maurer.

Guy Parmelin a obtenu un succès politique déjà durant sa première année de fonction en gagnant la votation concernant la loi sur le service de renseignement qui répond à l'accroissement de la menace terroriste. Parallèlement, il a entamé le développement de la défense aérienne basée au sol et préparé la voie au renouvellement de la flotte des avions de combat F/A-18. Guy Parmelin entend également adapter la défense nationale aux nouvelles formes de menace cybernétique. Les premiers jalons ont d'ores et déjà été posés à cet effet. Avec l'arrivée de Guy Parmelin au Conseil fédéral, le gouvernement suisse a bénéficié d'une voix critique supplémentaire face aux options prises en politique d'asile et la migration ainsi qu'en politique européenne.

Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, Guy Parmelin exploitait avec son frère la ferme familiale à Bursins dans le canton de Vaud. L'un de ses traits de caractère les plus appréciables est de ne jamais perdre son humour même face à l'adversité.



Comme ministre de la défense, le conseiller fédéral Guy Parmelin ne perd pas une occasion d'entrer en contact personnel avec la troupe.



Le ministre des sports avec l'équipe suisse d'unihockey après la première victoire de celle-ci contre la Suède à Kirchberg.

Ueli Maurer a été élu au Conseil fédéral le 10 décembre 2008 et il a dirigé jusqu'à fin 2015 le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). C'est surtout grâce à lui que le constant démantèlement de l'armée a été stoppé et que la défense nationale reçoit enfin les moyens dont elle a besoin. Comme responsable du DDPS, Ueli Maurer a donné un signal fort en faveur d'une Suisse capable de se défendre.

Le 1^{er} janvier 2016, Ueli Maurer a pris la tête du Département fédéral des finances (DFF). A peine entré en fonction, il a poursuivi son combat pour une Suisse forte et souveraine. Il a défendu avec vigueur la place bancaire et financière suisse contre des attaques étrangères et renforcé ainsi la compétitivité de la Suisse. Chaque habitant de ce pays en profite.

Après un apprentissage d'employé de commerce, Ueli Maurer a dirigé une coopérative agricole. Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, il était directeur de l'Union des paysans du canton de Zurich. En dehors de son contexte professionnel, Ueli Maurer est connu non seulement pour se rendre régulièrement à bicyclette à son travail, mais aussi pour apprécier les plaisirs de la table.



Ueli Maurer

Né le 1^{er} décembre 1950

Marié

6 enfants
(nés entre 1978-1997)

Originaire d'Adelboden (BE) et de Hinwil (ZH)

Conseiller fédéral depuis 2009 Chef du Département fédéral des finances (DFF)



Ministre des finances averti, le conseiller fédéral Ueli Maurer est un orateur très demandé.



Son entrée au gouvernement fédéral n'a pas modifié le profond attachement d'Ueli Maurer à sa patrie et aux valeurs suisses.

Je m'engage pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- Je veux devenir membre de l'UDC dans ma commune/dans mon district/dans ma région.
L'adhésion à un parti politique est comparable à l'adhésion à une association.
- Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé sur l'actualité de l'UDC, ses communiqués de presse et ses articles. Merci de m'envoyer des newsletters à mon adresse courriel.
- Je soutiens l'UDC et je verse un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** ou sur le compte **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001 Y**.
- Veuillez m'envoyer un bulletin de **versement** de l'UDC Suisse.
- Je soutiens l'initiative populaire pour une immigration modérée.
Veuillez m'envoyer _____ listes de signatures.

Nom/Prénom

Rue

NPA/Lieu

Téléphone

Courriel

Date/Signature

Découper le talon, le glisser dans une enveloppe et l'envoyer à l'adresse suivante:

UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne, info@udc.ch, téléphone: 031 300 58 58, fax 031 300 58 59.

www.udc.ch

